



DEPARTEMENT
DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNAUTE DE COMMUNES
PAYS DU MONT-BLANC

DECISION DU PRESIDENT
N°83/2025

Objet : Attribution de la consultation n°2025-13/DEVTER – Positionnement graphique, lors des actions communes, des destinations touristiques du Pays du Mont-Blanc.

Auteur de l'acte : Jean-Marc PEILLEX, Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc

Le Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 relatif aux délégations de pouvoirs pouvant être consenties par le Conseil Communautaire au Président,

Vu les délibérations n°2021/078 du 02 juin 2021, n°2022/086 du 29 juin 2022 et n°2023-088 du 28 juin 2023 portant délégation du Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la consultation lancée le 10 février 2025 pour le positionnement graphique, lors des actions communes, des destinations touristiques du Pays du Mont-Blanc,

Considérant que la date de remise des offres était fixée au 10 mars 2025 à 12h00,

Considérant que 4 offres ont été reçues dans les délais,

Considérant les critères de jugement et de classement des offres prévus par le règlement de consultation, à savoir, valeur technique 45%, prix de l'offre 35% et délais 20%,

Considérant l'analyse des offres reçues en application des critères énoncés ci-dessus,

DECIDE

Article1 : D'attribuer la consultation pour le positionnement graphique, lors des actions communes, des destinations touristiques du Pays du Mont-Blanc au groupement de prestataires suivant :

- **ATEMIA / SUN CONSEIL**, pour un montant de 28 225,00 € HT / 33 870,00 € TTC.

4

Envoyé en préfecture le 27/05/2025

Reçu en préfecture le 27/05/2025

Publié le

ID : 074-200034882-20250527-ARE2025_83-AR



Article 2 : De signer les documents de la consultation dont les conditions d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet,
- Monsieur le Trésorier,

*En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire*

Fait à Passy, le **27 MAI 2025**



**Le Président,
Jean-Marc PEILLEX.**

Tél. : 04 50 78 12 10
accueil@ccpmb.fr
ccpmb.fr

648, chemin des Prés Caton
P.A.E du Mont-Blanc
74190 PASSY